



Tout ce qui est excessif devient insignifiant !

COMMUNIQUÉ :

Le nouveau bureau national de l'UFAP Unsa Justice, porté par son secrétaire général, digne héritier de ses prédécesseurs, s'est déjà lancé dans une campagne anticipée pour les élections professionnelles de décembre 2026.

Cette équipe n'a de nouveau que son mode de communication grossier et ses mensonges assumés, sa composition « nouvelle » n'étant qu'un mix de l'ancienne qui s'est échangé les postes.

Ils ont aujourd'hui choisi la voie de l'agressivité et de l'insulte pour masquer leur absence de résultats et, qui plus est, de programme pour l'avenir.

En effet, hormis leur vote en faveur de l'installation d'**INTERIALE** au sein du ministère, vote qu'ils n'assument même pas puisqu'ils en déforment aujourd'hui la réalité auprès des personnels, ils n'ont qu'un bien piètre bilan à faire valoir. Ce choix ne fera pas avancer les dossiers. Il nuit aux intérêts des personnels, et dégrade encore davantage l'image de leur organisation.

Rappel des faits : une longue histoire de renoncements ! Il n'est jamais inutile de rafraîchir certaines mémoires...

Ce syndicat est resté majoritaire durant des décennies sans jamais obtenir d'avancée significative. Ils ont, au contraire, accompagné la déliquescence de notre administration et ont souvent trahi la confiance des personnels, trop souvent.

Faut-il rappeler qu'en 2018, ils ont vendu la profession pour une paire de magnums et des sanctions pécuniaires qui ont laissé nombre de collègues dans des situations difficiles ?

Les déclarations de leur secrétaire général de l'époque, selon lesquelles le problème de l'administration n'était pas une question d'argent, résonnent encore comme une insulte à toute une profession en souffrance. Une posture édifiante, qui en dit long sur leur capacité, et même leur volonté réelle, à défendre les intérêts réels des personnels.



<https://youtu.be/ZGQ34nXEjyc?si=98VmLLsugfRPpG7P>

FO Justice refuse de s'abaisser au niveau de l'invective et ne descendra pas dans la fosse à purin où ils tentent d'amener le débat.

Les personnels attendent de leurs représentants une posture digne et des actions tangibles à la hauteur des difficultés qu'ils rencontrent, et des enjeux à venir. Et c'est précisément ce à quoi FO Justice s'évertue au quotidien, avec un bilan solide, des revendications fermes, et une ligne de conduite claire.

► Il est curieux de constater que ceux qui nous accusent aujourd'hui d'être hors sol formulent eux-mêmes des revendications totalement déconnectées de la réalité :

- Demander aux députés d'augmenter le budget du ministère de 9 milliards d'euros pour construire des places de prison : **EXCESSIF ET DÉMAGO !**



- Exiger l'armement hors service de l'ensemble des personnels de surveillance : **EXCESSIF ET DÉMAGO !**
- Exiger que tous les personnels affectés en ESP soient formés aux ESR alors que l'objectif est de garantir la sécurité des escortes des détenus les plus dangereux : **EXCESSIF ET DÉMAGO !**
- Revendiquer le paiement systématique des heures supplémentaires au-delà de 108 par trimestre, alors que le véritable enjeu est d'obtenir du repos pour les personnels et du temps pour leur famille : **EXCESSIF ET DÉMAGO !**
- Revendiquer une grille indiciaire supérieure à celle de la Police nationale, à corps équivalents, alors que nos heures supplémentaires sont payées contrairement à la Police : **EXCESSIF ET DÉMAGO !**

Cette liste est loin d'être exhaustive. Ces revendications irréalistes ne sont que des effets d'annonce, destinés à séduire en période préélectorale. Elles ne servent ni la profession, ni les personnels, encore moins l'avenir de notre administration.

Contrairement à ceux qui vivent de promesses et de slogans, **FO Justice** se concentre sur l'essentiel : porter des revendications ambitieuses, mais crédibles, et obtenir des résultats tangibles pour des avancées concrètes.

► **Moins de 7 ans après que notre syndicat soit devenu majoritaire à la DAP, notre bilan est éloquent :**

- La fusion des grades de Surveillant et Brigadier, suivie de la réforme historique du passage en catégories B et A, avec des milliers de promotions à la clé et des gains de plus de 300€ par mois.
- La mise en œuvre du protocole d'accord d'Incarville avec des garanties sécuritaires.
- Une réforme des Personnels Techniques avec notamment, le passage de l'ensemble des Adjoints Techniques de la DAP au grade de Technicien de catégorie B et la fin de l'abattement de la PSS sur l'IFSE.
- Un relevé de conclusions pour les Personnels Administratifs, qui permettra, entre autres, des augmentations indemnitaires, des promotions et la fin de l'abattement de la PSS sur l'IFSE.

Ce sont des centaines des millions d'euros que nous sommes allés chercher pour l'augmentation des salaires des personnels. Voilà la concrétisation des revendications portées par FO Justice, le fruit des combats menés et gagnés par notre organisation seule, alors que d'autres, tels que l'UFAP Unsa Justice, avaient disparu de la circulation.

FO Justice fait le choix d'investir son énergie dans des combats en faveur des personnels. Nous n'avons pas de temps pour les règlements de compte de bas étage ni pour répondre à des communiqués insultants. Jamais nous ne verserons dans la politique au rabais, jamais nous ne nous résoudrons aux promesses creuses et démagogiques. FO Justice continue d'avancer, tout simplement.

Les chiens aboient, la caravane passe !

FO Justice continuera de défendre l'ensemble des personnels pénitentiaires et de tirer notre administration vers le haut.

Notre prochaine étape majeure : l'obtention d'une Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire, indispensable à la modernisation et à la reconnaissance de nos missions.

FO Justice : le syndicat qui ne ment pas, qui agit et qui obtient !

FO Justice – le 17 Novembre 2025

